

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen a scanné et passé à la reconnaissance de caractère ce texte en février 2014.

Il s'agit d'un article tiré de la revue « Autogestion et socialisme », cahier N°18-19, janvier-avril 1972 consacrée aux anarchistes et à l'autogestion.

Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

D'autres textes scannés ou traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du Collectif : <http://ablogm.com/cats/>

\*\*\*\*\*

# UNE CONCEPTION SCIENTIFIQUE DU COMMUNISME LIBERTAIRE : D. A. DE SANTILLÁN

Antonio ELORZA

Le programme que présente, dès 1932, Diego Abad de Santillán, est très nettement un projet d'organisation économique au niveau national, susceptible de servir à la difficile conciliation des présupposés anarchistes et de l'économie planifiée. Abad de Santillán prend comme point de départ l'idée que l'anarchisme consiste à remplacer le capitalisme, le gouvernement des hommes, par d'administration des choses. « Mais que faut-il mettre à la place de l'État ? Cette question, nous l'entendrons toujours, et nous nous la posons nous-mêmes. Il faut remplacer la domination de l'homme par l'homme par l'administration des choses »<sup>1</sup>.

Le développement de cette idée aboutit chez Abad de Santillán à une organisation fédérative à partir de deux axes essentiels, les industries et les régions, qui va des conseils d'usine à un Conseil national de l'économie socialisée, qui, comme l'écrira l'auteur lui-même dans des écrits ultérieurs, doit devenir un organe central de planification.

Dans la revue *Tiempos Nuevos*, dont le premier numéro parut le 5 mai 1934, Diego Abad de Santillán soutient que le développement même du capitalisme a fait apparaître en particulier l'incompatibilité de l'individualisme économique, « élément essentiel du capitalisme privé », et de la nécessité de la planification : « mais nous nous rapprocherions beaucoup de notre but — ajoute-t-il pour conclure — si la nouvelle économie planifiée était directement issue de l'action des masses ouvrières et des techniciens, et non de l'action de la bureaucratie d'un État dirigé en divinité toute-puissante »<sup>2</sup>. Nous trouvons ici le germe de ce qui deviendra *El organismo economico de la revolución*, le livre, publié en mars 1936, qui présente sous sa forme la plus achevée les théories d'Abad de Santillán, et rassemble ce qui avait été dit de façon fragmentaire dans les numéros de *Tiempos Nuevos* des deux années précédentes. On signale également dans ce premier article que le développement technique conditionne et limite les projets anarchistes eux-mêmes, dans la mesure où il rend impraticable toute solution qui n'en tiendrait pas compte. « La vie économique — écrit Abad de Santillán — tend vers une forte coordination », et le rôle des décisions des sujets économiques individuels est de moins en moins important. Quoi qu'il n'y fasse pas allusion, cette position impliquait le refus de tout projet théorique fondé sur des concepts comme celui de « municipalité libre » Le goût individuel du producteur a une influence moindre dans l'économie moderne que dans la production artisanale par exemple (...) C'est certainement regrettable, mais c'est ce qui a lieu effectivement dans la vie moderne, celle dont nous devons devenir les maîtres et que nous devons gérer directement. Opposer à cette réalité, non pas des idées qui correspondent plus ou moins aux tendances économiques générales, mais un type de travail qui nous ferait revenir un peu, fatalement, vers la production artisanale, ce serait prêcher dans le désert et passer pour des

<sup>1</sup> Santillán, *La bancarrota del capitalismo*, 1932, p. 77.

<sup>2</sup> « De la iniquidad economica y social a la justicia », *Tiempos Nuevos*, 1ère année, p. 4.

maniaques<sup>3</sup>.

Il était donc nécessaire, du moins pendant une première étape de la révolution, d'accepter une direction unifiée de l'économie socialisée.

L'attitude d'Abad de Santillán contre les défenseurs de l'« anarchisme sans programme » se durcit dans le sixième numéro de la revue. D'après lui, l'existence d'une conjoncture révolutionnaire rend encore plus pressant qu'auparavant le besoin de se débarrasser des élucubrations métaphysiques, mais aussi celui de ne plus se borner à une série de négations, car cette attitude aboutit inévitablement à une apologie du spontanéisme et des masses. La tâche du moment, au contraire, c'est d'avoir une attitude scientifique face à la révolution et à ses buts, et, comme il est impossible de procéder à des expériences dans un régime contrôlé par l'État et par le capitalisme, d'établir des hypothèses qui tendent à canaliser l'action sur la base d'une connaissance suffisante de la société où aura lieu la mutation révolutionnaire : « L'anarchisme représente un courant d'idées et de forces sociales qui affirme, contre l'organisation sociale actuelle, la nécessité d'un nouvel ordre social. L'affirmation de ce nouvel ordre des choses, c'est la négation de l'ordre actuel. Nous nions effectivement cet ordre. Mais cette attitude face aux institutions et aux idées actuelles n'implique pas que nous nous enfermions dans une négation permanente. Si nous voulons détruire, c'est précisément parce que nous souhaitons ardemment construire. Si nous critiquons le capitalisme et l'État, qui représentent la négation de la libre association, de l'esprit d'initiative, de l'égalité et de la solidarité, c'est parce/que nous visons un type de société où l'homme pourra être maître de son destin et du produit de son effort. »<sup>4</sup>.

On peut dire, par conséquent, que le programme anarchiste, c'est l'adaptation des exigences fondamentales des idées anarchistes essentielles — exigences « spirituelles », intemporelles — aux réalités d'une situation sociale donnée. L'anarchie est un postulat compatible avec plus d'un système économique ; le communisme, par contre, ne peut être fondé que sur l'abondance. La réalisation du communisme libertaire passe donc par la réalisation de cette condition préalable et celle-ci implique à son tour une adaptation aux contraintes de la technique moderne. Telle est la limite objective de l'expérimentation libre dans la société post-révolutionnaire : la technique implique un degré croissant de coordination et d'unité interne du système économique, et ces facteurs excluent toute perspective prétendument révolutionnaire qui partirait essentiellement des unités économiques locales. « L'industrie moderne — écrit en résumé Abad de Santillán — et il en est de même pour l'agriculture moderne, imposent d'elles-mêmes des limites au « fais ce qui te plaît » en économie. L'industrie moderne est un mécanisme qui a un rythme propre. Ce n'est pas le rythme humain qui détermine celui de la machine, c'est le rythme de la machine qui détermine le rythme humain. Ce que la révolution abolit, c'est la propriété privée de l'usine ; mais si l'usine doit subsister — et, d'après nous, se perfectionner — il faut savoir quelles sont les conditions de son fonctionnement. Le passage à la propriété sociale ne change ni l'essence de la production, ni les méthodes de production (...) Mais il faut bien comprendre que l'usine n'est pas un organisme isolé, ayant une vie propre ; c'est une pièce dans un engrenage complexe qui dépasse l'usine, le cadre local, la région, qui dépasse fréquemment les frontières nationales. La caractéristique de la vie économique moderne c'est une cohésion qui passe à travers toutes les frontières. Les conceptions économiques axées sur le cadre local (« localisme ») ont été reléguées, ou devraient l'être, là où ce n'est pas encore le cas, au musée des vieilleries »<sup>5</sup>.

L'autonomie du niveau technologique dans le développement social impose donc des conditions économiques auxquelles ne peut échapper la révolution libertaire. En premier lieu, « la cohésion de toutes les forces de production et de distribution doit être réalisée dès le premier jour de la révolution ». La fragmentation que provoquerait le « localisme » économique pourrait très bien vouloir dire, par contre, qu'il serait impossible dès le départ d'assurer la satisfaction des besoins les plus élémentaires de la population.

La critique du « localisme » économique conduit inéluctablement à la négation de la commune libre ; celle-ci ne conserve une certaine validité que d'un point de vue administratif (encore faut-il qu'elle fasse partie d'une organisation de type fédéral) ; mais d'un point de vue économique, la commune,

---

<sup>3</sup> Op. cit., p. 7.

<sup>4</sup> « El anarquismo es una solución », *Tiempos Nuevos*, 1ère année, N° 6, 5 septembre 1934, p. 186.

<sup>5</sup> « Sobre la anarquía y las condiciones económicas », *Tiempos Nuevos*, I, N° 7, 5 novembre 1934, p. 225.

qui ne tient pas compte du fait que le noyau essentiel d'association c'est le lieu de travail et non le « groupe d'affinité », n'est qu'une conception périmée qui, dans la pratique, aboutirait à une pénurie générale : « Une certaine confusion règne dans les milieux libertaires, nous semble-t-il, car l'on ne distingue pas nettement la vie en commun, le groupement par affinité et la fonction économique. Des visions du passé, des rêves d'Arcadies et de communes libres, ont encore une influence sur la mentalité de certains camarades. Mais l'Arcadie, c'est le passé ; les conditions de l'avenir sont complètement différentes. Ce ne sont pas des rapports d'affinité que nous cherchons dans l'usine, comme c'est le cas dans le mariage, dans l'amitié ou dans la vie sociale en général (...) Le fondement de la vie en commun dans l'usine, ce n'est pas l'affinité de caractères, mais des qualités de travail, de compétence professionnelle. En un mot, le groupe d'affinité qui se forme dans la vie sociale n'a aucune fonction dans la vie économique. La « commune libre », c'est la conséquence logique de cette conception du groupe d'affinité. Mais il ne peut y avoir de commune libre en économie, car liberté voudrait dire également ici indépendance. Et il ne peut y avoir de commune indépendante. Une chose est la commune libre d'un point de vue politique et social, comme moyen de régler les affaires internes d'une communauté d'une façon absolument souveraine, et une autre, très différente, la commune libre d'un point de vue économique. Notre idéal, à cet égard, c'est la commune associée, fédérée, intégrée dans le réseau économique total du ou des pays où a lieu la révolution »<sup>6</sup>.

Le progrès de l'économie moderne — et par conséquent, le programme de l'anarchie — n'est pas fondé sur le « localisme » (vestige de vieilles conceptions de la propriété communale), qui est nettement rétrograde, mais sur la coordination la plus large possible des activités productives. Abolir le capitalisme et l'État c'est, par conséquent, rendre possible un véritable épanouissement de toutes les potentialités technologiques de l'humanité. L'utopie anarchiste<sup>7</sup> d'Abad de Santillán est un effort pour résoudre le problème qu'ignoraient carrément des théoriciens comme Isaac Puente ou Federico Urales<sup>8</sup> : qu'est-ce que le communisme libertaire comme réponse aux problèmes de la société industrielle ? « Ou nous voulons le bien-être, et il nous faut alors accepter, avec tout ce que cela implique, l'appareil économique industriel, ou nous n'y tenons pas, et nous pouvons alors hisser le drapeau de la commune libre, c'est-à-dire de l'économie à l'échelle de la commune. L'anarchie peut être réalisée ici ou là ; mais nous n'obtiendrons le bien-être que sous un régime où la cohésion économique sera parfaite, et où seront appliquées intensément toutes les connaissances techniques et scientifiques dont nous disposons, connaissances qui seront multipliées dans un proche avenir ».

Un mois plus tard, en réfléchissant sur les événements révolutionnaires des Asturies, Abad de Santillán croyait y découvrir le terrain propre de l'« expérimentation libre » : la politique. Aux Asturies, d'après lui, ont coexisté sans heurts les trois tendances dominantes dans la classe ouvrière espagnole ; certains ont fondé de petites républiques socialistes, d'autres des républiques soviétiques, d'autres enfin ont suivi les normes du « communisme libertaire ». Les événements ont montré, par conséquent, la possibilité d'un accord entre les forces ouvrières, fondé sur une tolérance réciproque face aux systèmes de chacun et sur la lutte contre l'ennemi commun. La coexistence de différentes conceptions au sein du prolétariat, et même de constructions socialistes divergentes, est vue à partir de ce moment<sup>9</sup> comme preuve du caractère scientifique de l'anarchisme que l'auteur défend, et comme une solution au problème de la présence active en Espagne de différents partis et organisations ouvrières. Et Abad de Santillán critique la prétendue scientificité du marxisme, qui essaye d'imposer dogmatiquement ses propres conceptions alléguant précisément qu'il est une doctrine « scientifique ». « Si le socialisme était effectivement scientifique, répond Abad de Santillán, ce serait là une raison de plus d'être favorable à la libre expérimentation, car c'est la seule façon de démontrer sa viabilité, sa vérité, sa justesse (...) Nous croyons, nous, que le socialisme, que toute conception de la société future, c'est une hypothèse ; qu'il peut y avoir autant de conceptions socialistes que l'on voudra, mais qu'il ne s'agit là que d'hypothèses qu'il faut mettre à l'épreuve<sup>10</sup>. À l'exigence d'une plus grande homogénéité idéologique du mouvement anarchiste vient donc s'ajouter, quoique cela n'aille

<sup>6</sup> Op. cit., p. 226.

<sup>7</sup> Elorza écrivant sous le régime franquiste, remplace théorie par « utopie ».

<sup>8</sup> Urales était le père de Federica Montseny (N.d.E.)

<sup>9</sup> Voir l'article « La revolucion libertaria y sus condiciones », *Tiempos Nuevos*, N° 8, 5 décembre 1934.

<sup>10</sup> « La libre expérimentation en Socialisme », *Tiempos Nuevos*, 2ème année, N° 8, 1er décembre 1935.

pas sans problèmes, la revendication de la pluralité de voies dans le mouvement ouvrier. Abad de Santillán va essayer d'éviter les malentendus, en limitant l'exigence de coordination au domaine économique, l'accord à une série de points fondamentaux sur la socialisation totale du système, et en admettant une pluralité d'organisation complémentaire, susceptible de satisfaire le principe de la « libre expérimentation sociale ». La seule condition préalable que devaient poser les anarchistes pour collaborer à une coordination de tous les efforts, c'était l'absence de tout pouvoir de coercition qui puisse s'exercer en faveur de telle ou telle tendance<sup>11</sup>.

Abad de Santillán reviendra sur cette séparation entre le plan économique et le plan politique : les anarchistes sont prêts à collaborer dans la révolution avec toutes les forces ouvrières, mais il faut que la société post-révolutionnaire permette la coexistence de systèmes différents (les anarchistes, eux, sont même prêts à admettre que les socialistes conservent leur parlement), et que l'on exclue d'emblée toute pression étatique tendant à forcer les libertaires à se plier aux modèles des autres. Au nom de la bonne entente entre les forces ouvrières, ce slogan sera maintenu pendant les premiers mois de la guerre civile. L'échec du communisme soviétique semblait être le symbole même de ce qui attendait toute tentative d'imposer de façon dogmatique une conception donnée du socialisme.

La conception pluraliste sera développée avec un maximum de force sans doute pour des raisons tactiques : « Nous admettons même la possibilité de l'existence de plusieurs organismes, dont le degré de sympathie envers le nouvel ordre de choses ne sera pas forcément le même (...) De même qu'aujourd'hui, dans chaque usine, nous travaillons au milieu d'une multiplicité de mondes politiques, et que l'ouvrier qui nous intéresse dans ce cadre c'est plutôt le bon professionnel, le compagnon de travail, et non celui qui partage nos idées, il faut comprendre que nous rencontrerons demain sur les lieux de travail des gens qui ne pensent pas comme nous, qui s'opposent peut-être à nous d'un point de vue social, et qu'il nous faudra vaincre en agissant de façon exemplaire, en montrant que notre orientation est effectivement efficace. Il y a plusieurs organisations ouvrières en Espagne ; elles doivent toutes pouvoir contribuer à la reconstruction de l'économie, elles doivent toutes pouvoir y jouer un rôle. La révolution ne doit refuser aucune contribution sur ce plan là ; sur d'autres plans, en dehors du domaine de la production et de la distribution équitable, qui doit être l'œuvre de tous et pour tous, chacun choisira la forme de vie sociale qu'il préfère ; de même que nous ne refuserons pas à ceux qui ont une foi religieuse le droit de la conserver ou même d'en faire publiquement étalage, nous ne refuserons pas non plus à ceux qui ne partagent pas nos conceptions sociales la liberté de défendre leurs propres positions, à condition bien entendu que celles-ci n'impliquent pas une agression, une volonté de forcer les autres, et nous-mêmes, à les accepter. Car cela entraînerait la violence, et la guerre civile»<sup>12</sup>. Il défendra cette même position en pleine guerre civile<sup>13</sup>.

Mais en ce qui concerne le mouvement anarchiste lui-même, il devenait de plus en plus nécessaire d'élaborer un véritable programme révolutionnaire, de présenter une hypothèse qui lui fût propre sur ce que devait être la construction du socialisme. « Pour des raisons intellectuelles et morales spécifiques, mais aussi pour les actions que nous pourrions entreprendre à l'avenir, il faut que nous donnions une forme concrète aux bases fondamentales de notre position sur le plan économique, politique et social ». Il proposait, par conséquent, la création d'un institut de recherches économiques de la C.N.T., qui puisse élaborer une conception d'ensemble de ces problèmes à un niveau supérieur à celui des habituelles visions simplificatrices des écrivains anarchistes<sup>14</sup>.

Il semble que cette occasion allait se présenter quand le gouvernement de Front Populaire permit en février 1936 la reprise des activités publiques de la Confédération (qui avait commencé de fait au mois de janvier, pendant la période préélectorale). Le dimanche 19 janvier 1936, après deux ans de clandestinité, eurent lieu les premières assemblées confédérales. À partir de cette date, et jusqu'au 16 février, la Confédération va demander la liberté d'action pour les syndicats et l'amnistie pour les prisonniers politiques, et rappeler sa position apolitique et anti-électorale (confirmée le 3 février), mais sa campagne contre les élections ne rappela même pas la violence de celle de novembre 1933. Dans *Tiempos Nuevos*, Abad de Santillán notera que, en elle-même, l'abstention n'est ni révolutionnaire

<sup>11</sup> « Por un amplio acuerdo para la liquidación social de un régimen », *Tiempos Nuevos*, 3ème année, N° 2, 1er février 1936.

<sup>12</sup> El organismo económico de la revolución, mars 1936, p. 33.

<sup>13</sup> Dans la brochure *Colaboración y tolerancia o dictadura ? El problema de la armonía revolucionaria*.

<sup>14</sup> « Un plan de emergencia », *Tiempos Nuevos*, 2ème année, N° 5, p. 137.

ni contre-révolutionnaire. De fait, la victoire de la gauche allait permettre, avec la fin de la clandestinité et l'amnistie, la reprise de l'activité révolutionnaire de la C.N.T. Mais la principale affaire pour la C.N.T. à cette époque, c'était la convocation du Congrès extraordinaire — le premier depuis juin 1931 — décidée le 30 janvier à Madrid lors d'une réunion de Comités régionaux.

Le Congrès devait juger toute l'activité de la Confédération et des libertaires pendant les cinq années de régime républicain, et définir le sens de l'action à venir en fonction des modifications du régime politique et du mouvement ouvrier lui-même. Les questions essentielles, à cet égard, c'étaient celle de la réintégration des syndicats d'opposition, celle de l'alliance révolutionnaire avec l'U.G.T., et celle de la définition d'une position de la confédération face au « communisme libertaire ». Pour informer les militants, *Solidaridad obrera* publiera du 4 mars au 12 avril un long texte du Comité National de la Confédération<sup>15</sup>. Le 19 mars, l'ordre du jour définitif proposé par le Comité National pour le Congrès (qui doit commencer à Saragosse le 1er mai) paraît à la une de *Solidaridad*.

Le huitième point de cet ordre du jour c'était « la conception du communisme libertaire de la Confédération ». « Nous ne voudrions surtout pas nier l'importance des autres problèmes — précisait le Comité National — mais il faut dire que celui-ci est certainement le plus important parmi ceux dont s'occupera le Congrès ». Sans qu'il s'agisse pour autant d'un « dogme intangible », cette définition devrait « orienter » l'action de tous les militants. Alejandro Gilabert s'était prononcé quelques jours auparavant en ce même sens, en insistant sur le vide que créait ce retard dans la définition ou une simple ébauche d'une conception confédérale du « communisme libertaire », alors que la Confédération en avait fait explicitement son objectif final depuis 1919. Gilabert proposa de lancer dans *Solidaridad obrera* une enquête sur le sujet qui puisse servir à la préparation du Congrès<sup>16</sup>. Mais pendant les semaines qui suivirent, les allusions au problème, tout en ne manquant pas d'affirmer bruyamment l'importance de celui-ci, furent rares et insignifiantes. Un éditorial du 27 mars<sup>17</sup>, ne faisait que répéter la conception traditionnelle : le communisme libertaire n'est qu'un « fédéralisme pur » dont le fondement est constitué par les municipalités ou les communes libres<sup>18</sup>. L'éditorial du 16 avril présentait la thèse opposée, hostile à l'improvisation sur le plan économique, et lançait un appel pour « donner une forme concrète à nos idées sur la société future ». Le lendemain, c'est-à-dire deux semaines seulement avant le début du Congrès, parut le premier rapport sur la question, rédigé par un comité ad hoc nommé par un syndicat confédéral, le Syndicat Unique du Bâtiment de Barcelone ; d'autres rapports furent publiés les jours suivants.

Dans la perspective du Congrès, Diego Abad de Santillán publie au mois de mars son livre *El organismo economico de la revolución. Como vivimos y como podriamos vivir*, où il donne un résumé des positions défendues pendant deux ans dans les articles et les éditoriaux de *Tiempos Nuevos*, essayant de définir de façon précise, comme Gaston Leval l'avait fait dès 1931<sup>19</sup>, quels seraient les problèmes concrets que rencontrerait l'application du modèle d'organisation envisagé dans chacun des secteurs du système économique. Le contenu fondamental des idées exposées est celui des textes antérieurs : le progrès technique entraîne le remplacement de l'homme par la machine, ce qui, dans le cadre capitaliste, conduit au chômage chronique à l'échelle mondiale ; la propriété privée implique la concentration des richesses et l'oppression étatique, avec leur corollaire, la misère des masses ; les possibilités techniques suscitées sous le capitalisme ne pourront être pleinement utilisées qu'après la socialisation ; en dernier lieu, les formes d'organisation de cette socialisation doivent s'adapter aux nécessités techniques du système de production.

On y trouve les mêmes avertissements que dans les textes antérieurs : « Si nous ne tenons pas à retourner à une forme de primitivisme économique qui est devenue du reste impossible, nous devons tendre à un régime de gestion directe de la production et de la distribution par les producteurs et les consommateurs eux-mêmes qui réalise une coordination maximum de tous les facteurs de production, ce qui nous donnera une énorme supériorité par rapport à l'essence de l'économie

<sup>15</sup> Memoria que el Comité Nacional de la C.N.T. presenta al Congreso Extraordinario que se celebrara en mayo de 1936.

<sup>16</sup> A. G. Gilabert, « La finalidad de la C.N.T., el comunismo libertario », *Solidaridad obrera*, 13 mars 1936

<sup>17</sup> « Hacia una sociedad de productores libres ».

<sup>18</sup> « Por un planteamiento a fondo de los problemas de la reconstrucción economico-social ».

<sup>19</sup> Gaston Leval, *Problemas economicos de la revolución social española*, Rosario, 1931.

capitaliste (...). Mais s'il y a quelque chose de définitivement dépassé, comme principe directeur, c'est bien le localisme économique. L'économie actuelle ne peut plus être enserrée dans un cadre national, et encore moins dans un cadre local<sup>20</sup>. Le problème, c'est de parvenir à concilier l'imprescriptible liberté de l'individu dans le groupe de travail, du groupe de travail dans le syndicat, du syndicat dans le conseil de secteur, etc., et la création, également indispensable, d'un organisme général, chargé de la direction du système économique. En un mot : comment coordonner l'autogestion (de chacun des groupes successivement fédérés) et la coordination, la planification à partir d'un organisme central.

Le noyau de l'organisation, c'est le conseil d'usine « formé d'ouvriers, d'employés et de techniciens », nommé par le personnel, et pouvant être révoqué ou modifié à tout moment. Les représentants des Conseils d'usine forment les sections des syndicats de métier ou d'industrie, dont les conseils de secteur (dix-sept, dans le projet d'Abad de Santillán) constituent l'exécutif. Les représentants des Conseils de secteur forment le conseil local, dont les fonctions sont essentiellement des fonctions de coordination des organismes inférieurs, et qui « remplace les organismes politiques actuels : municipalités, conseils généraux, etc. ». Il y a, à l'échelon supérieur, le conseil régional, assisté d'un conseil du crédit et de l'échange, dont la fonction essentielle est de rassembler des données statistiques, de mener à bien les travaux publics, la recherche et l'application des techniques nouvelles. Nous trouvons, en dernier lieu, le conseil fédéral de l'économie, élément de coordination générale qui doit donc servir de contrepoids à l'influence prédominante au niveau inférieur de l'orientation « par secteur ». Si son rôle est également essentiel au moment de la révolution, qui implique l'abolition immédiate de l'État, il ne s'agit pas pour autant d'un pouvoir politique. « Notre Conseil fédéral de l'économie n'est pas un pouvoir politique, mais un organe de régulation économique, d'administration ; les directives viennent d'en bas, et le Conseil doit s'en tenir, dans ses activités, aux résolutions des Congrès régionaux et nationaux ; c'est un moyen de coordination, et rien de plus. Le commerce international dépend de ce Conseil »<sup>21</sup>. Sa fonction, c'est de connaître la réalité à travers les statistiques et de prendre des mesures pour encourager telle ou telle activité, sans exercer aucune contrainte. Cette nouvelle institution étant dépourvue de pouvoir, respecte donc les principes de l'anarchie : « En ce qui concerne l'activité du Conseil fédéral de l'économie, la coercition aurait des résultats contraires au but poursuivi et serait en outre stérile, voire impossible, car l'autorité suprême appartient aux chiffres, aux statistiques ». Cet organisme de coordination n'est qu'une garantie de l'existence d'une société libre de producteurs et de consommateurs, dont la régulation passe par une planification indicative qui respecte l'autonomie relative des groupes et des organismes fédérés.

Ces innovations ne manquèrent pas d'éveiller la méfiance des théoriciens anarchistes traditionnels. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la *Revista Blanca* Prenne la tête de l'opposition aux propositions d'Abad do Santillán. Dans un article critique sur le livre, écrit par Federico Urales, l'attaque était indirecte : on n'attaquait pas ouvertement les idées du livre, mais à propos de la postface de Rudolf Rocker, l'on profitait de l'occasion pour reprendre une fois de plus, avec une ferveur monentamée, l'éternelle profession de foi prônant un anarchisme simple, vigoureusement révolutionnaire, à base communale : « Notre anarchisme, déclarait Urales, va des municipalités aux régions, puis aux nations. C'est un anarchisme qui tend à tout fédérer, de la base au sommet. Nous ne croyons ni aux grandes manifestations, ni aux grandes centrales, ni aux grands organismes, ni à la prolifération des comités directeurs. L'anarchisme que nous aimons, c'est un anarchisme très simple, très fraternel, à la fois très ouvert et très concentré »<sup>22</sup>.

Certains articles de Germinal Esgleas vont dans le même sens ; il y nie la validité de tout programme et subordonne ouvertement toute considération économique à la base morale de l'anarchisme ; ce qui impliquait immédiatement la défense de l'individu et de la municipalité face à toute tentative de planification. « Ne croyons surtout pas que les organismes supérieurs, les associations supérieures, sauront réaliser ce qui, pour devenir une réalité, exige un effort local et individuel »<sup>23</sup>. « L'anarchisme n'est pas une doctrine économique... L'anarchie survole toutes les doctrines

<sup>20</sup> *El organismo economico...* éd. de 1938, p. 56.

<sup>21</sup> Op. cit., p. 181.

<sup>22</sup> « El organismo economico de la revolución », *La Revista Blanca*, 8 mai 1936.

<sup>23</sup> « Libertad y autodeterminación », *La Revista Blanca*, 15 mai 1936, p. 391.

économiques et offre aux hommes une synthèse suprême et harmonieuse : la liberté, l'affirmation constructive de la vie, opposée à un principe négatif, à l'autorité »<sup>24</sup>. Et, finalement, « l'économie ne doit pas tarir les sources de l'idéal »<sup>25</sup>.

Les rapports des syndicats confédéraux publiés dans *Solidaridad obrera* à partir du 17 avril confirmèrent la persistance de la mentalité « communaliste ». Les rapports les plus intéressants à cet égard sont celui du Syndicat des Manufactures et du Textile (*Solidaridad obrera*, 19 avril 1936) et celui du Syndicat du Bois (*Solidaridad obrera*, 28 avril), car ils ont fourni, surtout le premier, l'essentiel du rapport définitif voté par le Congrès de Saragosse, mais aussi, étant donné leur importance théorique, ceux de plusieurs syndicats de Barcelone : Syndicat Unique du Bâtiment (*Solidaridad obrera*, 17 avril 1936), Syndicat des Transports (26 avril), Syndicat des Arts Graphiques (24 avril).

Ce rapport très élaboré correspondait point par point à celui de *El organismo economico de la revolución*<sup>26</sup>.

La dix-huitième session du Congrès de Saragosse fut consacrée à la discussion du rapport définitif sur « La conception du communisme libertaire de la Confédération ». Il suffit de le lire pour comprendre que ce qui s'y reflète c'est moins l'influence des cent cinquante rapports présentés que le poids du Syndicat des Manufactures et du textile de Barcelone et l'action personnelle de Federica Montseny. Les grandes lignes sont celles du rapport du Syndicat barcelonais publié par *Solidaridad obrera* le 19 avril. Mais on y trouve des modifications à chaque page, qui réintroduisent plus ou moins subrepticement des concepts-type de l'anarchisme classique ou des digressions assez pittoresques, comme la prescription du changement de résidence aux fins de guérir le « mal d'amour », éloignement nécessaire pour l'individu qui « voudrait obtenir l'amour par force ou de façon bestiale ». C'est, par ailleurs, un triomphe complet de la conception « communaliste » : on reconnaissait la souveraineté des individus, la commune libre devenait l'élément essentiel, du point de vue économique et administratif, de la société post-révolutionnaire.

On a pu écrire que le rapport définitif n'était qu'une simple transcription de la brochure d'Isaac Puente<sup>27</sup> ; de fait, il faisait siennes toutes les positions d'Urales dans les brochures *El ideal y la revolución* et *Los municipios libres* et la ligne défendue par son groupe dans *El luchador* et *La Revista Blanca* :

« Lorsque des communes libertaires se seront établies partout, nous ferons fonctionner le nouveau mécanisme social. Les producteurs de chaque secteur ou métier, rassemblés dans leurs syndicats et sur leurs lieux de travail, détermineront librement la façon dont ce travail sera organisé ».

Ou, en des termes à la fois plus généraux et plus concrets, dans le paragraphe consacré au plan d'organisation de la production :

« La base (sur les lieux de travail, dans le syndicat, dans la commune, dans tous les organismes qui permettent de régler la vie de la nouvelle société) c'est le producteur, l'individu, qui constitue la cellule, la pierre angulaire de toutes les créations sociales, économiques et morales.

« Toutes les associations de producteurs industriels, toutes les associations de producteurs agricoles se fédéreront à l'échelle nationale... Si, ayant à affronter cette éventualité, poussés par le processus de travail lui-même, ils estiment que cette fédération servirait utilement un développement plus considérable de l'économie... Nous croyons que, peu à peu, la nouvelle société permettra à chaque commune de posséder tous les éléments agricoles et industriels nécessaires pour obtenir son autonomie, selon le principe biologique qui nous enseigne que l'homme le plus libre — ici la commune — c'est celui qui a le moins besoin des autres »<sup>28</sup>.

Le rapport définitif ne pouvait donc que décevoir ceux qui attendaient une nouvelle définition du « communisme libertaire », capable de répondre aux exigences de la société industrielle. Abad de Santillán écrivit un article sur le Congrès, où il faisait ressortir la confusion d'un texte qui était justement destiné à présenter clairement la position des militants anarchistes : « Il parle de tout, et

<sup>24</sup> « El impulse individual en el ideal anarquista », *La Revista Blanca*, 28 février 1936.

<sup>25</sup> « Los anarquistas y el problema de la revolución », *La Revista Blanca*, 24 avril 1936.

<sup>26</sup> On trouvera plus loin la traduction française, inédite, de ce rapport.

<sup>27</sup> Isaac Puente, *El comunismo libertario*, 1932 (N.d.T.).

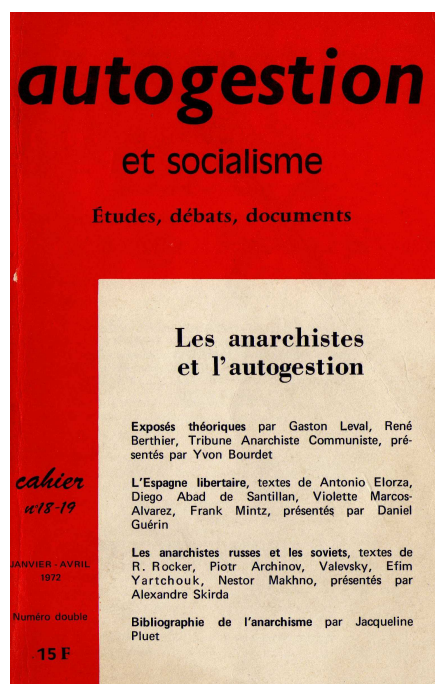
<sup>28</sup> C'est nous qui soulignons. *El Congreso Confédéral de Zaragoza*, pp. 192-193.

parfois avec une profusion de détails ; de tout sauf de l'organisation du travail. Il y a dans ce rapport définitif un excès de déclamations et une accumulation de contradictions et d'obscurités auxquels nous ne nous attendions pas. Alors qu'il aurait dû constituer la partie la plus importante et la plus utile du Congrès, il n'en est sorti que la conception la plus pauvre et la plus insoutenable. On parle de la famille, de la délinquance, de la jalousie amoureuse, du nudisme et de bien d'autres choses, mais on y trouve à peine quelques mots sur le travail, sur les lieux de travail, sur l'organisation de la production »<sup>29</sup>.

On confond constamment dans le rapport communisme et « communalisme » et, en particulier, on insiste sur la nécessaire autonomie des communes, voire sur leur autarcie, suivant le « principe biologique » selon lequel la liberté de l'homme est fonction de son indépendance. Une telle affirmation dénonce, d'un côté, le darwinisme social de ses auteurs, de l'autre, leur manque de réalisme ». Cette thèse sur les avantages de l'autarcie économique des communes prouve une méconnaissance lamentable des exigences qui correspondent au degré de civilisation et de culture que nous avons atteint. Quand on prétend que la commune la plus libre est la plus isolée, celle qui se suffit à elle-même, on entre dans le terrain de la poésie et de la littérature, ou par définition l'on peut dire ce que l'on veut ».

À l'utopie « ruralisante » adoptée à Saragosse, Abad de Santillán oppose le progrès technologique, la grande industrie, comme les bases mêmes d'une conception scientifique du communisme libertaire. En fin de compte, on pourrait même dire que la commune joue dans ce schéma le même rôle que l'Etat dans la société capitaliste. « Si nous partons du lieu de travail - conclut Abad de Santillán - nous n'avons rien à faire de ces communes autonomes, car ce qui surgit spontanément, c'est l'association locale, régionale, nationale et internationale des efforts tendant vers le même but, des industries ou des fonctions socialement nécessaires. Quand il s'agit d'économie, il faut bannir l'illusion du localisme ».

**Antonio ELORZA**



## **Sommaire (partiel) de la revue « Autogestion » scannée :**

### **Les anarchistes et l'autogestion**

Présentation : Anarchistes et marxistes, par Yvon Bourdet

29 « Comunalismo y comunismo », *Tiempos Nuevos*, juin 1936, 3ème année, N° 6, pp. 261-264



## **Exposés théoriques**

**Gaston LEVAL :**

Conceptions constructives du socialisme libertaire

**René BERTHIER :**

Conceptions anarcho-syndicalistes de l'autogestion

**Tribune Anarchiste Communiste (TAC) :**

Les conditions d'une révolution autogestionnaire

## **L'Espagne libertaire**

Présentation : Daniel Guérin

**Antonio ELORZA :**

Une conception scientifique du communisme libertaire - D. A. de Santillàn.

**A. MARTINEZ, G.SUAREZ, B.CASTILLO, D. A. de SANTILLAN :**

Rapport du Syndicat des Arts Graphiques de Barcelone

**Diego Abad de SANTILLÀN :**

Le socialisme libertaire dans la société de l'avenir

**Violette MARCOS-ALVAREZ :**

Les collectivités espagnoles pendant la Révolution (1936-1939)

**Frank MINTZ :**

Enseignements de l'autogestion espagnole

**G. MUNIS :**

Une vision peu connue de la collectivisation espagnole

## **Les anarchistes russes et les soviets**

Présentation : Les anarchistes russes et l'autogestion par Alexandre Skirda

**R. ROCKER :**

Le système des soviets ou la dictature du prolétariat ?

**Piotr ARCHINOV :**

Les 2 Octobres

Problèmes constructifs de la Révolution Sociale

**VALEVSKY :**

La voie de la Révolution sociale

**Efim YARTCHOUK :**

L'autogestion à Kronstadt en 1917

Les soviets et la défense de la révolution

L'organisation de la production

**Nestor MAKHNO :**

Le grand Octobre en Ukraine

La lutte contre l'Etat

La conception makhnoviste des soviets

Tract makhnoviste

Qu'est-ce que la Makhnovchtchina ?

Pour des soviets libres

## **Note du CATS :**

**Les lecteurs et lectrices susceptibles d'être intéressés par les textes de cette revue consacrés aux rapports entre les anarchistes russes et les soviets peuvent les trouver en ligne ici :**

**[http://anti.mythes.voila.net/a\\_propos\\_du\\_mouvement\\_anarchiste/russie/anarchistes\\_russie.html](http://anti.mythes.voila.net/a_propos_du_mouvement_anarchiste/russie/anarchistes_russie.html)**